

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX — 52-71, Grande-Rue, Tél. 277.31, 277.32 et 277.34.
 TOURCOING — 22, rue Carnot, Tél. 57.
 LILLE — 1, rue Faidherbe, Tél. 232.51.
 PARIS — 22, boulevard Beaumarchais, Tél. Provence 71.84.
 MOUCRON — 125, rue de la Station, Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Robens
 Clément Robens
 Edouard Alford Robens

RESTAURANT
TERMINUS
NORD
 Face Gare du Nord
 PARIS

PREX FINE 15 fr. et 18,50 et à la Carte
 SALONS pour Banquets et Réceptions.

M. Raymond Patenôtre souligne l'impérieuse nécessité d'accroître le revenu national

La proportion des dépenses publiques atteint déjà la moitié du revenu global de la nation



(Ph. France-Press.)
 M. R. PATENÔTRE

Paris, 3 juin. — M. Raymond Patenôtre, ministre de l'Économie nationale, a prononcé vendredi soir une allocution à la radio d'État.

Après avoir évoqué l'évolution économique de la France en ces dernières années, l'expérience déflationniste et la « refaçon » de M. Léon Blum, il a dressé un tableau des obstacles au redressement économique : l'insuffisance de la production, le malaise diplomatique, les charges militaires et l'exode des capitaux.

« Ainsi apparaît, a-t-il dit, le caractère singulièrement ingrat de la tâche qui incombe au gouvernement Daladier. Comment se pose le problème ? »

« La France, avec une dette de quatre cents milliards, avec une défense nationale qui exige les sacrifices les plus coûteux, avec enfin des charges sociales qui s'imposent à une civilisation démocratique comme la nôtre, ne peut affronter l'avenir sans angoisse qu'à une seule condition : c'est de disposer d'un revenu national suffisamment élevé pour lui permettre de faire face, sans avoir recours à de continus expédients, à ses lourdes obligations. »

« Or, notre revenu national, loin d'augmenter, a marqué, dans la présente décennie, une sensible régression et cela, justement en sens inverse des charges de la collectivité, en sorte que la proportion des dépenses publiques atteint maintenant la moitié du revenu global de la nation. »

« Il tombe sous le sens que l'unique remède à nos embarras doit être recherché non pas dans un prélèvement plus important de ce revenu national, mais dans un accroissement de ce revenu national, qui réduira d'autant la proportion de ce prélèvement. »

« C'est ainsi qu'en Angleterre, malgré une fiscalité particulièrement couteuse, cette proportion ne dépasse pas trente pour cent, en raison, précisément, de l'ampleur considérable de la fortune britannique. »

« Aussi, le gouvernement a-t-il décidé d'apporter les aménagements susceptibles de favoriser cette extension indispensable de la production. »

« Mais, conscient de l'impérieuse nécessité d'harmoniser la consommation avec la production, il a jugé opportun de galvaniser l'une et l'autre par un plan de travaux publics qui concilie, à la fois, sa préoccupation d'ordre économique avec son souci de progrès social. »

« Il a tenu notamment à engager résolument la bataille contre le taudis qui permet non seulement une recrudescence de l'activité du bâtiment, sans laquelle il n'y a jamais eu, au cours

de l'histoire, de prospérité réelle, mais encore d'éliminer progressivement une tare, qui fera honte à notre société aussi longtemps qu'elle se perpétuera. »

« La stabilisation du franc aux environs d'un taux qui a tenu compte de toutes les conditions nécessaires d'un assainissement monétaire, a conféré à l'économie française une solide fondation. »

« L'action entreprise par le gouvernement doit aussi exercer sur la balance de notre commerce avec l'étranger, une influence heureuse. »

« L'apaisement social et une meilleure application de la semaine de quarante heures, permettront à nos industriels d'accueillir plus largement les commandes qui leur seront passées par leurs clients de l'étranger. »

« Nos charges, si lourdes assurément qu'elles apparaissent, cesseront d'éprouver les énergies de la collectivité, dès que le revenu national aura franchi nettement le palier de trois cents milliards, ce qui suppose un accroissement de 35 pour cent, substantiel en vérité, mais parfaitement compatible avec les plus rationnelles perspectives. »

« Pondération, vigilance et hardiesse en même temps, de la part des pouvoirs publics ; confiance, discipline et travail de la part de tous les citoyens. Appuyé sur ces principes, le pays peut sans hésitation, affronter l'avenir. »

UN CHEF DES ARMÉES AUTRICHIENNES CHEZ LE CHANCELIER HITLER



(Ph. France-Press.)
 Le chancelier HITLER a reçu à Berlin le général KRAUSS, chef d'armée autrichien pendant la grande guerre (à droite).

Un bac sombre dans le Nil et 30 personnes sont noyées

Le Caire, 3 juin. — Un bac à sombre dans le Nil, près de Maghaga. Trente personnes ont été noyées.

Le congrès socialiste s'ouvre aujourd'hui à Royan



LE PALAIS DE FONCILLON, A ROYAN, où se tiendra les assises du parti socialiste.

LE PROJET DE RÉFORME DE LA FISCALITÉ LOCALE PRÉVOIT :

- la suppression de centimes additionnels,
- la révision de la patente,
- la création de deux nouvelles taxes sur la propriété foncière et les loyers d'habitation

Mais ces mesures n'entreraient en vigueur qu'en 1941

Paris, 3 juin. — L'exposé des motifs du projet de loi tendant à la réforme de la fiscalité locale et à l'allègement des budgets départementaux et communaux, qui sera discuté jeudi prochain devant le Parlement, souligne le continu accroissement, depuis la guerre, des dépenses et des charges des départements et communes.

Au regard de ressources pour ainsi dire cristallisées, les dépenses totales des départements et des communes évaluées à environ 18 milliards en 1929, atteignent vraisemblablement 30 milliards au cours de l'exercice 1938.

Pour faire face à la masse croissante des dépenses, les collectivités locales ont dû recourir à l'emprunt.

De ce fait, leur dette s'est enflée dans des proportions considérables. La dette des départements atteint 1 milliard, celle des communes 25 milliards.

Les mesures envisagées dans le projet pour remédier à cette situation sont, en ce qui concerne les recettes : suppression des centimes additionnels aux principaux fiefs ; création de deux taxes frappant l'une la propriété foncière bâtie ou non bâtie, l'autre, très légèrement progressive, s'appliquant aux loyers d'habitation.

Enfin, l'ancienne taxe de patente doit être révisée conformément au décret du 30 juillet 1937 par une commission composée de fonctionnaires et de commerçants.

Ces mesures n'entreraient en vigueur qu'en 1941, par suite des difficultés de révision des évaluations foncières et du régime des patentes.

En ce qui concerne les dépenses des collectivités locales, le projet tend à indemniser les communes et départements des services que rend à l'État le personnel appointé par ceux-ci.

Le système envisagé par M. Marchandeaud est un forfait de 800 millions environ, qui serait réparti suivant un système accordant une prime à l'économie de gestion.

En Grèce, des dirigeants du parti communiste sont arrêtés

Salonique, 3 juin. — Après les arrestations en masse de membres du Comité central et de certains dirigeants du parti communiste à Athènes, la police de Salonique vient d'appréhender à son tour, des membres du Comité d'organisation communiste et les principaux dirigeants de la Jeunesse communiste appartenant tous au rayon des fonctionnaires.

Il s'agit de professeurs de cours secondaires, d'instituteurs et d'intitulés, de fonctionnaires des P.T.T. et des douanes, d'employés de banque et de diverses sociétés commerciales, etc.

Les communistes avaient créé à Salonique une organisation qui, en collaboration avec d'anciens membres du Parti agraire et d'anciens hommes politiques poursuivait une activité illégale en vue de la création de fronts, dits populaires dirigés contre le pouvoir. Un abondant matériel de propagande, des dictionnaires chiffrés et d'autres documents ont été saisis.

Déférés devant le tribunal, les accusés ont été condamnés à la prison ou à la déportation.

UN JOLI COUPLE ANGLAIS...



(Ph. Sefra.)
 LORD DAVID HAMILTON et MISS PRUNELLA STACK, membre de la Ligue féminine pour la beauté et la santé, qui vont se marier.

BILLET PARISIEN Nouvelles escarmouches communistes

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 3 juin (minuit).

Les communistes ne manquent pas une occasion de susciter des embarras au cabinet Daladier. Ils savent que les socialistes, dont le congrès s'ouvre samedi à Royan, redoutent leur surenchère démagogique. Et ils en profitent pour multiplier leurs manœuvres, pensant ainsi recueillir la clientèle électorale de la II^e Internationale.

Jeudi, ils avaient bataillé à la Chambre pour obtenir la discussion immédiate d'un projet de retraite généralisée pour les vieux travailleurs. L'idée serait excellente si elle était immédiatement réalisable ; mais, d'après les estimations de M. Daladier qui s'en est entretenu avec la délégation des gauches, sa mise en pratique entraînerait pour l'État une dépense de 5 à 7 milliards. Et le président du Conseil n'a pas caché à ses interlocuteurs qu'une telle réforme, accomplie dans ces conditions, mettrait en péril le redressement financier.

Mais qu'importe aux communistes ! Ils ne veulent pas entendre raison, trop heureux d'embarrasser le gouvernement, de l'opposer aux socialistes qui sont obligés, eux aussi, de réclamer l'exécution intégrale du programme du Front populaire.

Devant la commission des finances, les socialistes ont renouvelé vendredi le petit jeu de la veille. Cette fois, ils se sont fait les paladins des fonctionnaires. Là encore, la question n'est pas de savoir si les fonctionnaires ont raison ou tort de réclamer des augmentations de traitements. Chacun sait que l'élevation du coût de la vie aggrave leurs difficultés matérielles et qu'il leur serait équitable d'améliorer leur sort. Mais l'état des finances publiques permet-il les augmentations de salaires et traitements qu'ils réclament ? Cette question est celle que se pose le gouvernement. Pour les communistes, il ne faut même pas la poser et c'est ainsi qu'ils voulaient que la commission des finances votât le principe des augmentations, sans même écouter les membres du cabinet.

La commission opina, au contraire, pour l'audition des ministres qui seront entendus vendredi prochain. Nos mocoteux ont donc enregistré un nouvel échec.

Mais ces opérations sornaises jettent, en se multipliant, le désarroi dans les rangs de la majorité ; elles la troublent et lui font craindre des surenchères électorales.

Au fait, ce trouble, n'est-il pas ce que veulent les communistes qui n'ont rien à espérer dans un pays qui serait pleinement ressaisi par la raison.

René ROUSSEAU.

AU MEXIQUE Le général Cedillo se rendrait s'il obtenait la vie sauve

Mexico, 3 juin. — Le chef de l'escorte personnelle du général Cedillo a fait sa soumission.

Le médecin qui, jusqu'à présent, avait suivi le général insurgé, a déclaré que le fugitif serait disposé à se rendre s'il obtenait l'assurance d'avoir la vie sauve et la liberté.

LE CARDINAL VERDIER EST RENTRÉ A PARIS



(Ph. Sefra.)
 A son arrivée à la gare de l'Est, l'ARCHEVÊQUE DE PARIS répond complaisamment aux journalistes. A ses côtés, M. OSUSKY, ministre de Tchecoslovaquie à Paris.

LA GUERRE EN ESPAGNE Les nationalistes commencent l'encerclement d'Albocacer

UNE INITIATIVE ANGLAISE CONTRE LES BOMBARDEMENTS DE VILLES OUVERTES

Morilla, 3 juin. — Deux grandes opérations ont été réalisées jeudi sur le front du Levant, où les nationalistes n'ont cessé, tout le jour, de lancer des attaques. Les forces du général Aranda, ont avancé malgré une vive résistance, à l'ouest d'Albocacer, d'environ douze kilomètres, en direction du Sud. A la fin de l'après-midi, elles dominaient le village de Torre de Emboscador.

Les nationalistes désignent ainsi un vaste mouvement d'encerclement d'Albocacer par le sud. Jeudi soir, le front autour de cette ville, formait trois quarts de cercle d'un rayon de 5 à 8 kilomètres.

Le général Varela ne se trouve plus qu'à vingt kilomètres de Luarca, del Oid. A la droite du front, la bataille a fait rage autour de Mora de Rubielos, où attaques et contre-attaques se sont succédé du matin au soir.

(Lire la suite page 2.)

Le général Vaillemain en Angleterre



LE GÉNÉRAL VUILLEMAIN PASSANT EN REVUE LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE ROYALE DE L'AIR, A HALTON. (Ph. Sefra.)

L'état de siège est proclamé dans le sandjak d'Alexandrette

LA TENSION FRANCO-TURQUE S'APAISE

Antioche, 3 juin. — Les incidents qui se sont produits la semaine dernière aux environs d'Antioche, ont incité les milieux turcs d'Ankara à souligner la nécessité d'accroître la sécurité de la fraction turque de la population du Sandjak d'Alexandrette.

Le haut-commissaire, désireux de sauvegarder la collaboration des deux pays, a décidé d'assurer au maximum les droits et libertés de toutes les communautés en recourant à la proclamation de l'état de siège.

Dans le souci de faciliter l'opération, les autorités civiles ont transféré vendredi leurs pouvoirs aux autorités militaires.

L'actuel délégué, M. Garreau, dont les rapports respectifs des éléments ethniques et de la collaboration franco-turque fut hautement appréciée, a été remplacé par le commandant Collet, chef d'un bataillon de tirailleurs marocains, récemment appelé à Antioche et qui assurera la direction unifiée de l'administration et de l'armée.

Bien que les incidents locaux soient en régression et que le calme soit assuré depuis plusieurs jours, ces décisions donnant aux Turcs tous apaisements relativement à la protection de leurs partisans, sont de nature à resserrer l'entente entre Paris et Ankara et sont considérées comme devant permettre la poursuite d'une politique de collaboration sans que celle-ci soit gênée par une préoccupation quelconque pour la sécurité ou les intérêts du territoire.

M. Anker, membre de la Commission de la Société des Nations, est parti pour Genève pour y rendre compte de la situation.

Ajoutons que, dans une déclaration à la presse, le président du Conseil, M. Laval, a déclaré au sujet de ces incidents franco-turcs qu'ils seraient rapidement apaisés et qu'une solution satisfaisante interviendrait prochainement.

Avant la visite des souverains anglais en France



(Ph. Sefra.)
 LE CIMETIÈRE AUSTRALIEN DE VILLERS-BRETONNEUX, DONT LE MÉMORIAL, QU'ON aperçoit dans le fond, SERA INAUGURÉ PAR LES SOUVERAINS BRITANNIQUES.

Un détachement de soldats péruviens attaque une garnison équatorienne

Quito, 3 juin. — On annonce officiellement qu'un fort détachement de soldats péruviens a attaqué une petite garnison équatorienne, dans la région située à l'est de Rocafuerte, tuant un soldat et faisant des prisonniers.

De plus, une casernière péruvienne s'est avancée de deux kilomètres au-delà de la zone de « statu quo ».

Le ministre du Pérou à Quito a été mandé à la chancellerie, mais il a refusé de faire aucune déclaration.

La chancellerie a donné des instructions à la délégation à Lima et à son ambassade à Washington pour protester contre cette violation du « statu quo ».

La chancellerie et la suite consultative ont fait une déclaration commune, afin de calmer l'anxiété des habitants de la région de Rocafuerte.

La tempête sur le littoral de la Manche



(Ph. Sefra.)
 LA ROUTE DE BOULOGNE A WIMEREUX BALAYÉE PAR LES VAGUES.